

Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Gouvernement Trudeau, changements climatiques, aide à Bombardier, gestion de l'offre: les économistes se prononcent

QUÉBEC, le 3 décembre 2015 - Dans un sondage interne effectué à la fin de novembre en collaboration avec la firme Raymond Chabot Grant Thornton, les économistes québécois se sont prononcés sur plusieurs questions d'actualité, notamment sur certains engagements électoraux du nouveau gouvernement fédéral, sur l'aide financière du gouvernement du Québec au développement des avions de la Série C de Bombardier, et sur les concessions faites par le Canada concernant la gestion de l'offre de certains produits agricoles.

Appui au gouvernement Trudeau

De façon générale, les membres de l'Association des économistes québécois se déclarent très favorables aux principaux engagements électoraux de nature économique du Parti libéral du Canada. C'est ainsi que dans une proportion de 4 sur 5 (77,9%) ils appuient la réalisation de déficits budgétaires malgré que l'économie canadienne ne soit pas en récession. De même, compte tenu des effets positifs attendus sur la consommation, plus des 2/3 d'entre eux (67,4%) se disent en accord avec une imposition réduite des revenus de la classe moyenne assortie d'une hausse de la fiscalité des revenus de plus de 200 000\$.

Les répondants au sondage se sont également montrés quasi unanimes (97%) à se féliciter de la décision du gouvernement Trudeau de rétablir le questionnaire long en vue du recensement de 2016.

Pour Jean-Michel Cousineau, professeur d'économie à l'Université de Montréal et membre du Comité des politiques publiques de l'Association des économistes québécois, il ne faut pas voir dans ces réponses une quelconque vision partisane mais plutôt le fait que, *«les économistes sont sensibles au fait que l'économie canadienne a perdu de son dynamisme et que des mesures sont nécessaires pour lui donner un nouveau souffle»*.

Les membres de l'Association des économistes québécois sont plus ambivalents en ce qui a trait aux effets aux investissements du gouvernement fédéral dans les infrastructures. Sans remettre en cause le bien-fondé de ce programme, près de la moitié (48%) des économistes consultés redoutent une pression à la hausse sur les coûts de construction et une majorité (54%) d'entre eux croient qu'il en résultera des difficultés financières chez les provinces et les municipalités si celles-ci sont forcées de partager les coûts des travaux effectués. En lien avec ce dernier point, monsieur Cousineau fait d'ailleurs observer que *«53% des répondants au sondage sont d'avis que les municipalités devraient se voir octroyer davantage d'autonomie financière»*.

La lutte aux changements climatiques

En matière de lutte aux changements climatiques, les membres de l'Association sont divisés à savoir si le Canada devrait privilégier une approche régionale (34% pour, 42% contre) plutôt que l'établissement

d'un marché pan canadien du carbone. Ils ne s'entendent pas davantage (48% pour, 42% contre) sur la pertinence de la recommandation de la Commission de l'écofiscalité du Canada à l'effet de tarifier l'usage de tous les ponts d'accès à l'île de Montréal.

Par contre, ils sont favorables à l'utilisation de tous les outils à la disposition des gouvernements pour limiter les émissions de gaz à effets de serre. Ainsi, les économistes préconisent à la fois la taxation des produits pétroliers (64% d'appui), la mise sur pied d'une bourse du carbone (76%) et la mise en place de mesures incitatives (73%) tels le développement des transports en commun et le recours à des campagnes de sensibilisation.

Des doutes sur l'aide financière à Bombardier

Les économistes québécois sont partagés quant à l'appui financier accordé par le gouvernement du Québec à la firme Bombardier pour parachever le développement des avions de la Série C. Tout en reconnaissant dans une proportion de 59% que cet investissement est justifié compte tenu de l'importance de ce projet pour le secteur aéronautique québécois, moins de la moitié (47%) des répondants sont convaincus de sa rentabilité éventuelle. En outre, plus des 2/3 (67%) estiment que le gouvernement ne devrait pas poursuivre son soutien à la Série C s'il s'avère que ce nouveau modèle ne sera pas rentable.

Accord conditionnel pour relâcher la gestion de l'offre des produits agricoles

Une nette majorité (63%) des répondants au sondage pense que, dans le cadre des négociations visant une entente de Partenariat Transpacifique, le gouvernement fédéral a eu raison de faire certaines concessions en ce qui a trait à la gestion de l'offre dans les secteurs du lait, des œufs et de la volaille. Cependant, les mêmes économistes sont loin d'être unanimes à penser que ces secteurs profiteront en contrepartie de l'ouverture accrue des marchés étrangers. De fait, ils sont seulement un peu plus du tiers (36%) à être de cet avis. Pour monsieur Cousineau, cet appui à la position fédérale s'explique par la sensibilité des économistes au fait que la gestion de l'offre entraîne des prix plus élevés pour des denrées alimentaires de base. Il note que, en contrepartie, « les membres de l'Association sont encore plus nombreux – soit dans une proportion de 72% - à réclamer des aides financières suffisantes pour aider les producteurs à s'adapter à cette concurrence accrue ».

Optimisme quant aux perspectives économiques du Québec

Au total, 62% des économistes sondés croient que la situation économique du Québec va se maintenir au cours des six prochains mois tandis que 23% pensent qu'elle va s'améliorer. Seulement 12% croient que l'économie québécoise va se détériorer au cours de cette période comparativement à 15% lors du sondage de mai 2015 et à 17% lors de celui de novembre 2014.

Au total, 194 membres de l'Association des économistes québécois ont répondu au sondage réalisé par Internet du 16 au 30 novembre 2015. L'Association effectue régulièrement des sondages auprès de ses membres sur des questions en rapport avec l'actualité économique ou des enjeux de politique publique. Les résultats détaillés de ce sondage ainsi que de ceux réalisés au cours de dernières années sont disponibles à l'adresse :

http://economistesquebecois.ca/programmes_et_activites/sondages

CONTACT

Jean-Michel Cousineau

(514) 731-0356

jean.michel.cousineau@umontreal.ca